

Le Collectif Anarchiste de Traduction et de Scannerisation de Caen a scanné et passé à la reconnaissance de caractère ce texte en février 2014.

Il s'agit d'un article tiré de la revue « Autogestion et socialisme », cahier N°18-19, janvier-avril 1972, consacrée aux anarchistes et à l'autogestion.

Il est malheureusement possible, malgré les relectures effectuées, que des coquilles subsistent.

D'autres textes scannés ou traduits sont librement téléchargeables sur le site internet du Collectif : <http://ablogm.com/cats/>

*Le livre de G. Munis **Jalones de derrota : promesa de Victoria** (España 1930-39) Mexico, 1948, a été peu lu, même dans les milieux espagnols. Cela peut s'expliquer par la position politique de l'auteur qui - trotskyste orthodoxe - ne ménage pas ses critiques au P.C. espagnol et à la gauche, en même temps qu'aux dirigeants de la C.N.T.-F.A.I. et du P.O.U.M., c'est-à-dire à toutes les organisations de l'Espagne républicaine. On jugera et on comprendra mieux cette position à partir des citations qui suivent¹, sur les problèmes politiques et économiques de la guerre d'Espagne. Le livre de Munis est important pour la compréhension de la guerre et de la révolution espagnoles.*

*Il est à remarquer que l'ensemble de ses critiques rejoignent celles des anarchistes opposés à la participation comme Azaretto, **Las pendientes resbaladizas** (Montevideo 1939), Santillán, **Porqué perdimos la guerra** (Buenos Aires 1940), Peirats, **La C.N.T. en la revolución española**, V. Richards, **Enseñanzas de la revolución española** et Chomsky, **L'Amérique et ses nouveaux mandarins**.*

Frank MINTZ

Une vision peu connue de la collectivisation espagnole

« Le prolétariat et les paysans espagnols firent leur devoir en s'emparant les premiers des industries et du commerce, et les autres des terres. En dépit des efforts de ses détracteurs, précisément les dirigeants « communistes » et « socialistes », de dénigrement de cette œuvre, l'expérience des collectivités fut un grand essai complètement positif, dans les limites où il put se développer. Tout autre début d'économie socialiste commencera nécessairement de la même manière : mais il devra être complété et perfectionné afin de ne pas subir l'annulation et l'échec de ce cas ».

« Dès qu'ils s'emparèrent de l'industrie, sans autre exception que de petits ateliers, les travailleurs la mirent en marche en s'organisant en collectivités locales et régionales par branches d'industrie. Phénomène qui contraste avec la révolution russe et souligne l'intensité du mouvement révolutionnaire espagnol. La grande majorité des techniciens et des spécialistes en général, loin de se montrer contraires à l'intégration dans la nouvelle économie, collaborèrent dès le premier jour avec les travailleurs des collectivités. La gestion administrative et la production s'avérèrent positives. Le passage à l'économie sans capitalistes s'effectua sans les soucis et la baisse de productivité que le sabotage des techniciens occasionna à la révolution russe de 1917. Bien au contraire, l'économie régie par les collectivités fit des progrès rapides et énormes. Le stimulant d'une révolution considérée comme triomphante, la joie de travailler pour un système qui remplacerait l'exploitation de l'homme par son émancipation du joug de la

¹ Voir pages 340-359.

misère salariée, la conviction d'apporter à tous les opprimés de la terre un espoir, une occasion de victoire sur ses oppresseurs, firent des merveilles. La supériorité productive du socialisme sur le capitalisme fut lumineusement démontrée par l'œuvre des collectivités ouvrières et paysannes, tandis que l'intervention de l'État capitaliste dirigée par les voyous politiques du front populaire ne rétablit pas le joug qui avait été détruit en juillet ».

« En évoquant la situation politique issue du triomphe révolutionnaire de juillet 1936, je l'ai définie comme une atomisation du pouvoir politique entre les mains du paysannat et du prolétariat. On peut en dire autant du pouvoir économique. Il se pulvérisa tant dans les villes que dans les campagnes. Ce fut le mouvement des collectivités. Et de même le pouvoir politique, incapable de s'agglutiner nationalement, en achevant et en officialisant la destruction de son adversaire, permit le réveil de l'État capitaliste. Ainsi l'atomisation du pouvoir économique, freinée dans son développement naturel vers la planification à l'échelle nationale, fut forcée de céder progressivement du terrain à la restauration du pouvoir économique capitaliste ».

« L'expropriation du capitalisme par les ouvriers et les paysans doit nécessairement débiter, comme en Espagne, par la prise en main par les travailleurs des groupes économiques tels qu'ils existent. Dans les campagnes, qui manquent de l'agglutination cellulaire de l'industrie, le groupement se produit spontanément sur la base des villages et des régions qui ont une certaine unité. C'est le point de départ de la propriété socialiste, mais non pas de la propriété socialiste en soi. Il s'agit de la propriété de groupe. Ce fut là le principal défaut des collectivités, dont profita la combinaison réactionnaire des staliniens, des réformistes et des bourgeois, pour exproprier le prolétariat ».

« Les collectivités s'étendirent à tout le pays dans les campagnes et les villes, immédiatement après juillet. Les ennemis de la révolution ne commencèrent à l'attaquer que lorsqu'ils se sentirent protégés par suffisamment de forces armées. La propriété ouvrière et paysanne fut généralement reconnue comme un fait accompli. Le gouvernement de la Généralité, sous la pression de la C.N.T. et du P.O.U.M., émit un décret reconnaissant et légalisant les collectivités. Le gouvernement central ne le fit jamais, et put reprendre plus tôt l'offensive contre les masses. De Madrid et de Valence, il n'y eut aucune loi contre la propriété privée, rien qui fût satisfaisant pour les nécessités du prolétariat. Son décret le plus radical fut l'expropriation des biens appartenant aux insurgés. Pas même le « gauchiste » Caballero ni non plus le « communiste » Uribe, ministre de l'Agriculture, ne légalisèrent la mort des latifundia, ce qui suffit à montrer leur caractère réactionnaire, surtout par rapport à la situation ».

« Les collectivités avaient des défauts, le prolétariat ne l'ignore pas. Le premier, source des autres, consistait à n'être que ce qu'elles étaient. Chaque groupe d'ouvriers ayant réquisitionné une unité économique, la faisait fonctionner et l'administrait de façon indépendante. D'où de nombreuses difficultés. Il y avait des collectivités riches et des collectivités pauvres. Certaines où l'on payait des salaires ou on répartissait des produits en abondance et d'autres qui arrivaient difficilement à se maintenir en payant des salaires inférieurs à ceux d'après le 19 juillet. Dans la production, en l'absence d'un plan d'ensemble, les déséquilibres apparaissaient, et la désorganisation et même le chaos. La même situation régnait dans la distribution des matières premières. Certaines collectivités possédaient plus que le nécessaire tandis que d'autres n'avaient pas le minimum ou stagnaient à un niveau très inférieur. Dans certains endroits il y avait énormément de matières premières ; dans d'autres, on en manquait ».

« Aux difficultés liées à cette organisation vint s'ajouter le sabotage gouvernemental. De Madrid et Valence d'abord, ensuite de la Généralité catalane, de nombreuses mesures furent prises pour étouffer les collectivités, les obliger à s'avouer incapables de subsister et les mener à se livrer ainsi aux gouvernements. Déjà le gouvernement de Largo Caballero faisait ses commandes de tissu pour l'armée à l'étranger au lieu de s'adresser aux collectivités textiles catalanes. Les collectivités ne se heurtaient qu'à des difficultés dans toutes leurs gestions, réclamant l'appui ou l'aide du gouvernement, qui contrôlait le capital financier. Rapidement la nationalisation du transport leur asséna un coup. L'acheminement des matières premières et le transport des marchandises devinrent des problèmes presque insolubles. Le chômage des ouvriers, malgré l'absorption toujours plus grande d'hommes par la guerre, apparut dans

toutes les industries non directement rattachées aux besoins du front. Au début, les collectivités continuèrent à payer le salaire des chômeurs, mais leurs fonds étaient limités et les affaires n'allaient pas. Comme elles n'avaient pas saisi le capital financier, les collectivités devaient vivre de leur propre capital. La majorité avait besoin d'emprunts, toujours refusés par le gouvernement. Ainsi naissait l'idée que les collectivités avaient une production et une administration incapables, et les travailleurs étaient disposés à céder les industries à l'État. En effet, peu à peu les collectivités capitulèrent, en commençant par les plus pauvres. Dans les régions du Centre et d'Andalousie, où le prolétariat était plus faible et le stalinisme et le réformisme les plus forts, la lutte fut rapidement gagnée par le gouvernement. Les industries passèrent facilement sous sa dépendance. En Catalogne, la lutte fut plus longue et obstinée, mais l'État capitaliste l'emporta également ».

« L'élan révolutionnaire qui avait fait si rapidement avancer la production ne put trouver de prolongation et de perfectionnement dans la coordination planifiée de la nouvelle économie. Les imperfections et les pertes résultant des initiatives isolées et des multiples administrations indépendantes furent reconnues par les collectivités elle-mêmes. L'idée de l'unification se présentait d'elle-même et elle surgit en effet même dans les collectivités agricoles. Mais déjà le pouvoir politique bourgeois survivant commençait à prendre l'offensive contre le socialisme. Lui aussi il parla de coordonner, d'améliorer et d'augmenter la production pour la guerre. Il demanda que les comités d'usines et les directions des collectivités se soumettent et acceptent son contrôle. Ensuite, il aspira à nationaliser et à diriger les industries, en laissant aux ouvriers le rôle de simples exécutants des directives gouvernementales. Dès le mois d'août 1936 la Généralité faisait des efforts pour introduire son contrôle sur les industries expropriées. Elle se heurta à l'opposition « des comités qui dès le premier moment s'étaient emparés des usines »². Cependant, avec persévérance, elle triompha. Son intention était facilitée par les hommes de la C.N.T. et du P.O.U.M. qui collaboraient avec le gouvernement catalan. Comme ils occupaient des postes clés dans l'État, quels inconvénients pouvaient-ils voir à ce que l'État prenne en main la gestion industrielle ? Ils n'y voyaient que des avantages, ce qui naturellement affaiblissait la résistance instinctive des ouvriers contre la tentative de la Généralité ».

« L'intervention de la Généralité avait réussi à provoquer le mécontentement et la désorganisation chez les travailleurs dont la production baissa, avant la mesure de Valence de nationaliser les industries. La production commença à baisser en mars 1937. Date révélatrice. Dans différents points de notre territoire, les forces armées gouvernementales récemment formées avaient été lancées contre les travailleurs et les paysans, causant des morts et des blessés. La campagne contre les collectivités et contre tout ce qui respirait la révolution socialiste se déroulait tambour battant. Les révolutionnaires commençaient à entrer de nouveau en prison. Les masses pauvres avaient l'entière sensation d'être trahies. Les événements de Mai (1937) arrivèrent immédiatement. Défaite épouvantable pour la révolution, véritable début de la perte de la guerre. Dans toute notre zone, dès lors les ouvriers et les paysans eurent la conviction totalement justifiée qu'on leur avait ravi la révolution ».

« Le puant stalinien catalan, Comorera, qui était alors très intime avec les chefs de la Guépéou, s'exprimait ainsi à un plénum à Lérida (janvier 1938) : « Les syndicats ne peuvent être écartés de la direction économique du pays. En premier lieu, parce que le *gouvernement n'a pas encore d'appareil économique assez bien monté* pour prendre seul la responsabilité de la direction. D'autre part, la Catalogne est un pays de tradition syndicale profonde et ancienne. Nous ne pouvons pas brûler ni forcer les étapes. *Aujourd'hui* il est absolument nécessaire que les centrales syndicales interviennent dans la direction économique du pays. » (Souligné par Munis).

« Le mécanisme de la contre-révolution dans son aspect économique est clairement exposé ici par Comorera. Il s'agit de quelque chose de nouveau, comme nous allons le voir. D'autre part, l'État capitaliste, au nom duquel parle l'orateur, n'a *pas encore* l'appareil nécessaire pour éliminer toute intervention ouvrière; de plus, les traditions syndicales de Catalogne, après le 19 juillet et malgré mai

² Lettre de Companys à Prieto extraite de *Documentos sobre la industria de guerra en Cataluña*, Buenos Aires, août 1939.

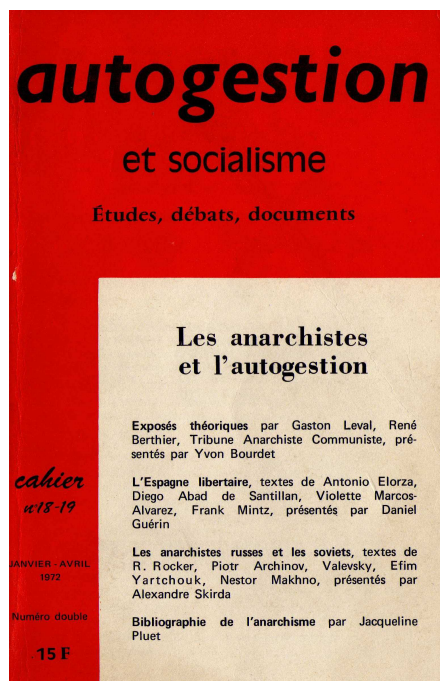
1937, sont assez fortes pour ne pas se laisser éliminer par la volonté de Comorera et consorts. Donc, la seule tactique possible pour le système est que l'État se serve du contrôle ouvrier ou syndical sur les usines pour sauver les intérêts collectifs du capitalisme, tandis qu'il prépare l'appareil économique qui lui permettra de se passer complètement du contrôle ouvrier et de rendre les usines aux bourgeois ou de les garder entièrement comme propriété de l'État (...). C'est l'élément nouveau que la contre-révolution en Espagne, fondamentalement stalinienne, apporte au bagage idéologique du prolétariat mondial. La nationalisation se révéla être une arme réactionnaire d'expropriation des producteurs, et le contrôle ouvrier de la production quelque chose qui est susceptible d'être employé dans le même sens, parallèlement à la nationalisation, grâce à l'opportunisme des directions syndicales ».

« Poussant à l'extrême du possible son dessein autosocialiste, le gouvernement Negrin voulut en finir militairement avec les collectivités dans la région où elles étaient les plus nombreuses et les plus fécondes, en Aragon. Pour cette tâche répugnante un homme adéquat fut désigné. Ce fut le crétin stalinien Lister — dogue timide de Contreras, le « commandant Carlos », chef important des bandes d'assassins de la Guépéou — qui fut chargé d'obliger les paysans aragonais à devenir des propriétaires capitalistes. Avec la bestialité particulière du stalinisme, Lister fit irruption en Aragon avec ses troupes, comme s'il s'agissait d'un pays ennemi, dissolvant de force les collectivités et obligeant les paysans, pistolet en main, à acquérir la propriété de la terre. Jusqu'alors, l'histoire connaît des millions de cas où la propriété individuelle a été défendue ou acquise les armes à la main, mais il n'y en avait aucun où l'on aurait essayé de rendre propriétaire toute une classe, en l'obligeant sous la menace de mort. Pour le voir, il a fallu le stalinisme ».

« Peut-être le stalinisme finit-il par croire que les paysans étaient réellement ennemis du socialisme, et que le parti de la Guépéou obtiendrait une grande popularité en leur distribuant la terre. Il ne réussit qu'à accroître sa très vaste impopularité. La majorité des paysans étaient des ennemis de la propriété privée par conviction. À peine Lister s'éloigna-t-il du territoire aragonais que les actes de propriété furent déchirés et la majorité des collectivités reconstituées. Ceci est, avec les journées de Mai, un des épisodes les plus exemplaires de la révolution espagnole. Les paysans aragonais affirment une nouvelle fois leurs idées socialistes malgré la terreur gouvernementale et le boycott économique dont ils furent victimes. L'importance de l'éducation révolutionnaire révéla son caractère décisif. Si le paysan espagnol avait eu le même niveau idéologique que le russe, le travail de Lister et du stalinisme en général aurait trouvé un appui solide dans les campagnes, au détriment du prolétariat urbain. Dans sa première étape, la contre-révolution s'est toujours appuyée sur la campagne contre la ville. L'esprit révolutionnaire des paysans espagnols en général, vivement manifesté par les Aragonais, obligea la contre-révolution à chercher ailleurs ses appuis : la petite-bourgeoisie urbaine et rurale, les officiers des corps armés antérieurs à juillet, les bureaucrates politiques et syndicaux, les réactionnaires et les fascistes apeurés. Ce fut cette collaboration qui donna la victoire à la contre-révolution du front populaire ».

« Que puis-je ajouter comme commentaire si ce n'est de rappeler les slogans qui permirent d'arriver à un tel résultat ? Les voici : « Moins de comités et plus de pain », « tout le pouvoir au gouvernement », « toutes les armes au front », « halte à la collectivisation », « guerre d'indépendance nationale », « nationalisation de l'industrie », « les trotskystes et les anarchistes qui parlent de révolution sociale, sont des agents de Franco », etc.

G. MUNIS



Sommaire (partiel) de la revue « Autogestion » scannée :

Les anarchistes et l'autogestion

Présentation : Anarchistes et marxistes, par Yvon Bourdet

Exposés théoriques

Gaston LEVAL :

Conceptions constructives du socialisme libertaire

René BERTHIER :

Conceptions anarcho-syndicalistes de l'autogestion

Tribune Anarchiste Communiste (TAC) :

Les conditions d'une révolution autogestionnaire

L'Espagne libertaire

Présentation : Daniel Guérin

Antonio ELORZA :

Une conception scientifique du communisme libertaire - D. A. de Santillan.

A. MARTINEZ, G.SUAREZ, B.CASTILLO, D. A. de SANTILLAN :

Rapport du Syndicat des Arts Graphiques de Barcelone

Diego Abad de SANTILLAN :

Le socialisme libertaire dans la société de l'avenir

Violette MARCOS-ALVAREZ :

Les collectivités espagnoles pendant la Révolution (1936-1939)

Frank MINTZ :

Enseignements de l'autogestion espagnole

G. MUNIS :

Une vision peu connue de la collectivisation espagnole

Les anarchistes russes et les soviets

Présentation : Les anarchistes russes et l'autogestion par Alexandre Skirda

R. ROCKER :

Le système des soviets ou la dictature du prolétariat ?

Piotr ARCHINOV :

Les 2 Octobres

Problèmes constructifs de la Révolution Sociale

VALEVSKY :

La voie de la Révolution sociale

Efim YARTCHOUK :

L'autogestion à Kronstadt en 1917

Les soviets et la défense de la révolution

L'organisation de la production

Nestor MAKHNO :

Le grand Octobre en Ukraine

La lutte contre l'Etat

La conception makhnoviste des soviets

Tract makhnoviste

Qu'est-ce que la Makhnovchtchina ?

Pour des soviets libres

Note du CATS :

Les lecteurs et lectrices susceptibles d'être intéressés par les textes de cette revue consacrés aux rapports entre les anarchistes russes et les soviets peuvent les trouver en ligne ici :

http://anti.mythes.voila.net/a_propos_du_mouvement_anarchiste/russie/anarchistes_russie.html